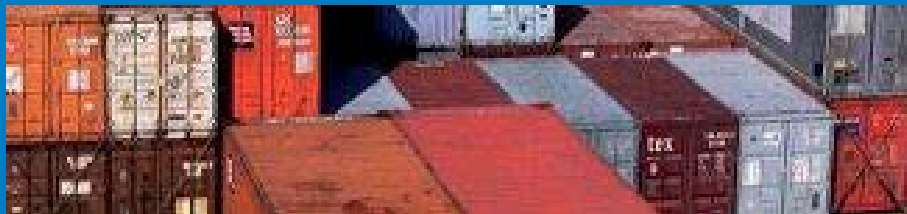


Martinique



N° 26

Octobre 2016

Antilles-Guyane

Les comptes économiques de la Martinique en 2015 Une croissance faible expliquée par une demande intérieure stable

La croissance s'élève à + 0,4 % en 2015, soit 1,4 point de moins que l'année passée. En 2014, le retour à la normale de l'activité de la SARA après le grand arrêt de 2013, conjugué à une hausse de l'investissement et de la consommation des ménages, a porté la croissance à un niveau supérieur aux années précédentes : + 1,8 %. En 2015, l'activité de la SARA est similaire à celle de 2014 et impacte donc moins la croissance. Hors activité pétrolière, en dépit d'évolutions contrastées, l'activité a maintenu le cap en 2015. Elle permet de conserver une croissance positive malgré une demande interne affaiblie par une population en recul (- 1,0 %) et une consommation des administrations publiques en légère baisse (- 0,5 % en volume). La consommation des ménages et l'investissement progressent très légèrement en volume (respectivement + 0,2 % et + 0,6 %). L'année passée, les échanges extérieurs étaient dynamisés par les importations de pétrole brut (+ 24 % en valeur) et les exportations de produits pétroliers raffinés qui avaient doublé en valeur. Les échanges continuent d'augmenter en volume en 2015 : + 2,2 % pour le total des importations et + 1,0 % pour le total des exportations. La balance des biens et services contribue ainsi pour - 0,7 point à la croissance, entraînée par les importations, dont une partie vient renflouer les stocks. Les variations de stocks contribuent ainsi pour + 1,0 point à la croissance.

Clémentine Garandeau, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de la Martinique évolue de + 0,4 % en volume en 2015 après un rebond de 1,8 % en 2014 qui fait suite à des années de croissance modérée ou négative depuis 2011 (figure 1). Avec une population qui baisse de 1,0 % en 2015, le PIB par habitant augmente de 1,3 % en euros constants et s'établit à 23 200 euros. Il progresse de 0,7 % sur la France entière, bien que la croissance y soit plus marquée (+ 1,3 %).

La consommation des ménages en volume se maintient

En dépit de la faiblesse de l'inflation et de l'amélioration du marché du travail,

1 Les indicateurs économiques sont stables

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2015	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	8 822	0,4	1,0	1,4	0,4
Consommation des ménages	5 617	0,2	-0,0	0,1	0,1
Consommation des administrations publiques	3 695	-0,5	0,6	0,1	-0,2
Investissement	1 472	0,6	0,4	1,0	0,1
Imports de biens et services	3 038	2,2	-4,4	-2,3	-0,8
Exports de biens et services	1 102	1,0	-7,7	-6,8	0,1
Variation de stocks	-26	1,0	///	///	1,0

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

la baisse et le vieillissement de la population minorent la progression de la consommation des ménages. Elle ralentit en volume (+ 0,2 %) après + 0,6 % en 2014.

En effet, la demande des ménages profite du recul du taux de chômage (- 0,5 point par rapport à l'année passée), qui s'établit à 18,9 % en 2015 (23,7 % en Guadeloupe et 10,3 % en France métropolitaine). Dans le secteur privé, l'emploi augmente de 1,4 %. Les salaires à l'embauche restent généralement plus faibles que ceux des personnes déjà en emploi, la masse salariale en volume s'accroît en conséquence, mais moins rapidement que l'emploi. Dans la sphère publique, la masse salariale progresse de 0,5 % en valeur.

Cependant, l'évolution du revenu disponible global des Martiniquais est impactée par la baisse et le changement de structure de la population. Celle-ci continue en effet de diminuer (- 1,0 % après - 0,5 % en 2014), notamment chez les tranches d'âge les plus jeunes (- 2,6 % pour les 0 - 19 ans et - 4,0 % pour les 20-39 ans). À l'inverse, le nombre de personnes ayant 60 ans et plus (32 % de la population) augmente sensiblement, en particulier les 60-74 ans (+ 3,6 %). Le nombre de retraités sous le régime général et bénéficiaires du minimum vieillesse croît ainsi de 2,0 %.

Le tassement de la demande se traduit par le maintien du chiffre d'affaires des hypermarchés (- 0,3 %) et le ralentissement des importations de biens de consommation en valeur (+ 1,0 % au lieu de + 2,5 % en 2014). En particulier, la hausse des importations de biens de consommation durables (équipement de la maison) fléchit (+ 2,3 % après + 11,0 % en 2014). Les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac augmentent modérément, de 1,2 % en valeur (au lieu de - 1,7 % en 2014).

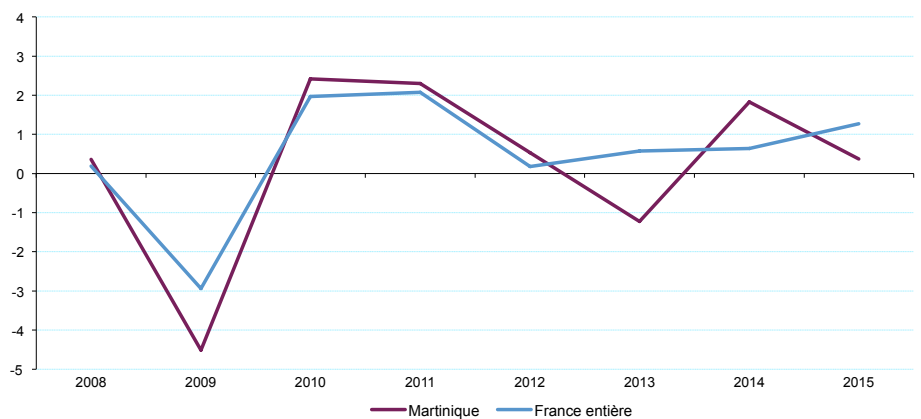
Pour autant, les crédits à la consommation affichent une bonne tenue (+ 9,7 %), comme les immatriculations de véhicules neufs particuliers (+ 14,2 %), qui reflètent le dynamisme du marché automobile.

L'inflation en perte de vitesse, entraînée par la chute du prix des produits pétroliers

Les prix augmentent peu en 2015. L'inflation martiniquaise est de + 0,1 % en moyenne sur l'année (après + 0,7 % en 2014), tandis qu'elle est nulle sur la France entière, et légèrement supérieure en Guadeloupe (+ 0,3 %) (figure 3). Elle décélère,

2 La croissance décélère

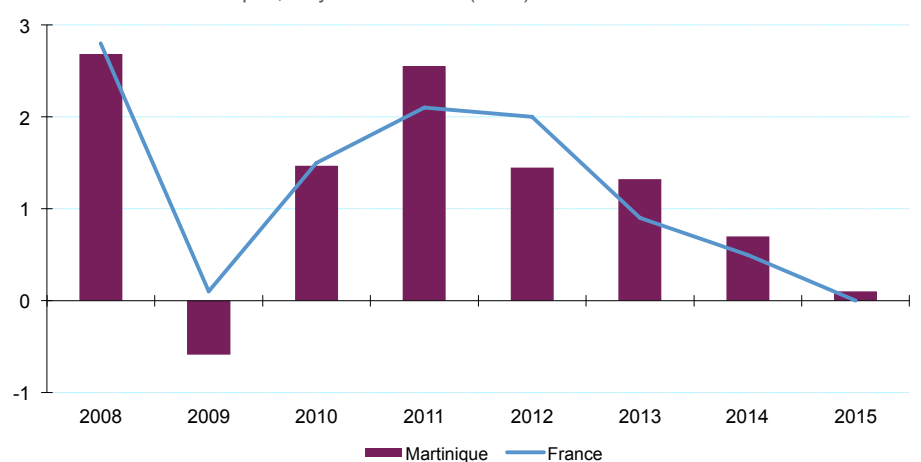
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : Les estimations antérieures à 2014 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.
Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

3 L'inflation est quasi nulle, comme pour la France entière

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

en lien avec la chute des prix des produits pétroliers (- 8,8 %), qui tirent l'inflation à la baisse et contribuent pour - 0,6 point à celle-ci. Les produits manufacturés contribuent également négativement à l'inflation (- 0,2 point) avec des prix en repli de 0,7 %. En particulier, le prix des véhicules automobiles stagne.

À l'inverse, les produits alimentaires se renchérissent et participent pour + 0,3 point à l'inflation.

Le prix des produits frais augmente de 3,7 % et parmi eux, les fruits et légumes affichent une augmentation tarifaire de 3,5 %. Hors produits frais, les prix de l'alimentation progressent plus lentement, de 1,3 %. En particulier, le prix des produits de « café, thé et cacao » est en hausse de 3,4 %.

Les services sont les plus forts contributeurs à l'inflation (+ 0,5 point), portés par l'électricité dont le prix croît de 8,8 % et par le transport aérien de passagers (+ 5,4 %). Les prix des services d'hébergement et de restauration augmentent également, de 2,2 %. Les loyers restent plutôt stables (+ 0,4 %).

Les échanges extérieurs de biens et services progressent en volume

Les échanges extérieurs augmentent en volume et diminuent en valeur (figure 4). En effet, une part importante du commerce extérieur martiniquais concerne l'activité de raffinage réalisée par la SARA, impliquant des échanges de produits pétroliers bruts et raffinés. Ces échanges représentent plus de 20 % des importations et environ 40 % des exportations. Aussi, la baisse du cours du Brent en euros par baril (pétrole brut) de 36,3 % et celle du prix à l'importation et à l'exportation des produits raffinés de 23 % pour la Martinique, expliquent l'affaïssissement en valeur des échanges extérieurs.

En volume, la production de la SARA augmente de 2,8 %. Les importations globales de produits pétroliers bruts augmentent également en volume (+ 11 %) pour servir d'inputs dans le processus de production. Les importations de produits pétroliers raffinés diminuent en volume (- 9,3 % au total). Les exportations de ces produits baissent également en volume (- 3,2 % au total) après avoir plus que doublé l'année précédente.

Hors échanges pétroliers, les importations augmentent de 6,1 % en valeur (au lieu de -2,3 % en valeur pour le total des importations). Les importations adressées à l'industrie automobile sont en hausse de 24,6 % en valeur, à 300 millions d'euros en 2015. Les importations d'équipements mécaniques, matériels électriques, électroniques et informatiques progressent de 12,0 % en valeur à 440 millions d'euros.

Parallèlement, les exportations hors produits pétroliers progressent de 4,9 % en valeur (au lieu de -6,8 % pour le total des exportations). Les exportations agricoles sont en augmentation de 4,3 % en valeur, malgré la sécheresse pendant la période du Carême et les pluies du 6 novembre reconnues comme catastrophe naturelle. Les expéditions de bananes atteignent près de 200 000 tonnes (+ 3,0 %) tandis que le prix à la tonne reste stable. Les exportations de rhum augmentent de 3,0 % en volume, grâce à la campagne favorable de récolte de canne à sucre avec +24 % de cannes broyées en 2015 (après -6 % en 2014).

S'agissant des exportations de services, leur hausse est portée par le secteur du transport (8 % du total des exportations), +19,9 % en valeur, à la faveur du transport aérien qui a connu une intensification du trafic conjuguée à une hausse du prix moyen du billet d'avion. En revanche, les activités financières et d'assurance (5 % du total des exports) faiblissent de 1,4 % en valeur.

La variation des stocks est de -25,9 millions d'euros contre -128,8 millions d'euros en 2014 et contribue pour +1,0 point à la croissance. Ceci est dû principalement à deux facteurs : la hausse de la production de rhum qui n'est pas totalement exportée et celle des importations de médicaments qui fait suite à une forte baisse en 2014 (déstockage puis stockage).

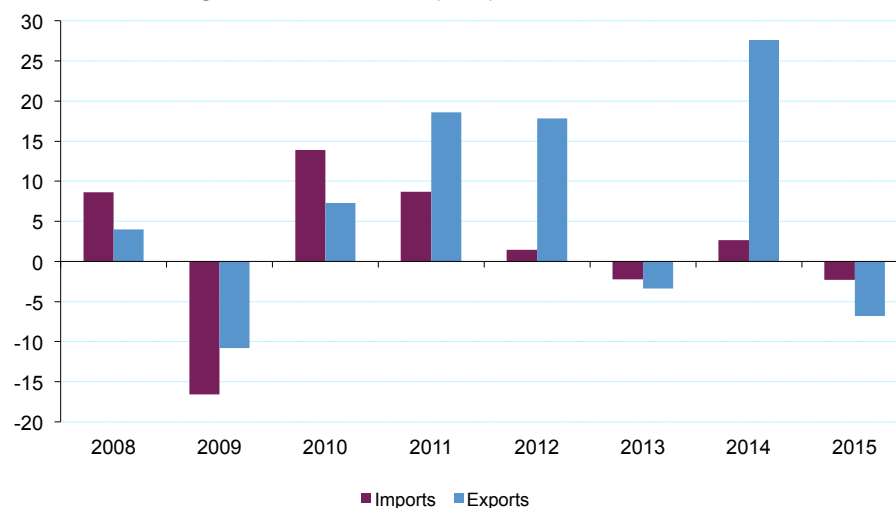
Un investissement stable, soutenu par le secteur privé

L'investissement est quasiment constant en volume, +0,6 %, après avoir augmenté de 4,5 % en 2014 (figure 5). Les importations de biens d'investissement à destination de l'ensemble des agents économiques sont en hausse de 17,4 % en valeur, à hauteur de 671 millions d'euros.

Le secteur privé permet à l'investissement de se maintenir. L'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises augmente significativement de 13,1 %. En revanche, les crédits immobiliers (-3,9 %) et les crédits d'exploitation (-21,6 %) reculent. Tous les secteurs n'en profitent pas pour

4 Des échanges extérieurs de biens et services en retrait du fait de la chute du prix des produits pétroliers

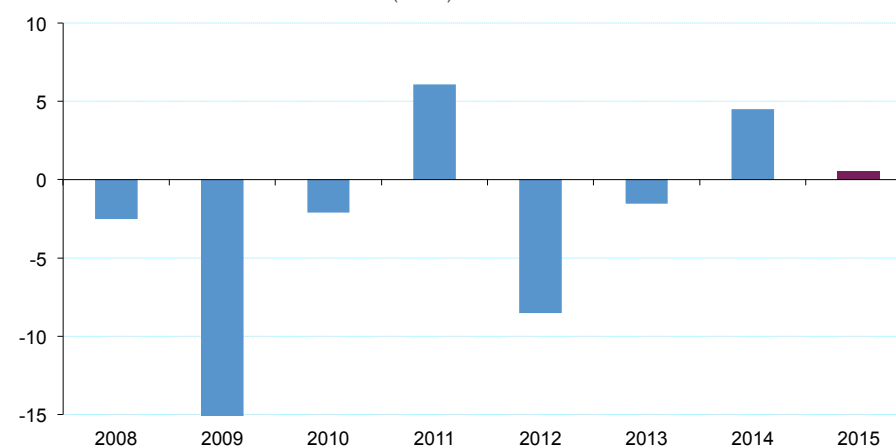
Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 L'investissement se maintient

Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

autant. Le secteur du BTP (environ 60 % de l'investissement) rencontre des difficultés. Les ventes de ciment sont en repli (-1,6 % après +6,5 % en 2014) et les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel chutent (-12,8 % après +11,5 % en 2014). En 2014, les autorisations de construire orientées à la baisse (-6,5 %) ainsi que les créations d'entreprises du BTP en chute libre (-27 %) laissaient déjà présager d'une année 2015 en repli pour le secteur de la construction.

Pour autant, la progression de l'encours de crédit à l'habitat des ménages (+5,6 % après +1,3 % en 2014), le redressement des autorisations de construire (+3,8 %) et les créations d'entreprises au sein du secteur du BTP (+9 %), sont autant de signes d'un possible regain d'activité dans le BTP accompagné d'une reprise des investissements.

Les administrations publiques réduisent leurs dépenses d'investissement de 9,7 %. Cette di-

minution marquée est due à la contraction des investissements du secteur hospitalier qui retrouvent leur niveau de 2011, après plusieurs années de travaux (2012-2014). En 2012, le montant d'investissement des hôpitaux a été multiplié par près de dix, en raison notamment de la reconstruction pour mise aux normes parasismiques du plateau technique de l'hôpital Pierre Zobda-Quitman (budget total de 169 millions d'euros). Les dépenses de l'État (environ 5 % du total), quant à elles, stagnent. Les dépenses des collectivités locales en investissement, qui représentent plus de 80 % de l'investissement public en 2015, progressent de 11,4 %. Ainsi la mise en place du Transport en commun en Site Propre (TCSP) a nécessité un volume total d'investissement estimé à 380 millions d'euros, dont 254,5 millions d'euros de financements par la région et 87,5 millions d'euros de fonds européens (FEDER) sur la période 2003-2015. Sur ces 380 millions d'euros, près de 200 millions d'euros de travaux ont été réalisés sur la période 2013-2015.

Les dépenses publiques baissent légèrement

Après avoir augmenté de 1,5 % en volume en 2014, les dépenses publiques diminuent de 0,5 %. Les charges de personnel pour les administrations publiques, la sécurité sociale et l'enseignement sont relativement stables et évoluent de +0,5 % en valeur (+2,4 % en 2014), suivant le relèvement du point d'indice de la fonction publique de 0,3 %. Dans les hôpitaux publics, la masse salariale est en hausse de 1,6 % (après +0,7 % en 2014). La baisse des dépenses publiques résulte de la diminution des consommations inter-

médiaires à la fois pour les administrations publiques, la sécurité sociale et l'enseignement (-6,1 %) et pour la santé (-10,4 %).

Le tourisme se revigore

Le tourisme retrouve quelques couleurs après une stagnation des dépenses en 2014 : elles augmentent de 2,8 % en valeur (avec une inflation quasi nulle) et atteignent 306,8 millions d'euros.

Les dépenses directes (hors effets d'entraînement sur l'économie) contribuent ainsi pour +0,1 point à la croissance. Cette évolution provient essentiellement des dépenses des croisiéristes sur le territoire,

qui passent de 2,1 à 9,9 millions d'euros, en lien avec l'augmentation de 35,9 % du nombre de croisiéristes, qui atteint 241 600 personnes. Leur nombre a plus que doublé depuis 2013.

Le nombre de touristes de séjour et de plaisance (qui restent plus de 24 heures dans l'île) s'élève à 529 500 personnes, en augmentation de 1,1 % sur un an. La dépense moyenne par touriste faiblit légèrement (-1 %) et s'élève à 560 euros, hors billet d'avion. Le total des dépenses des touristes hors croisiéristes reste ainsi sensiblement le même que l'année passée et atteint 296,9 millions d'euros en 2015 (+0,2 %). ■

Méthodes

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2015 de la Martinique reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des données en base 2005

Les données diffusées ici sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Dans les trois DFA, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Un nouveau modèle

En 2015, le modèle d'estimation des comptes rapides évolue afin de produire des estimations encore mieux maîtrisées. Afin de s'approcher le plus possible des méthodes comptables, de nouvelles sources externes ont été introduites. Les importations et les exportations d'assurances sont dorénavant estimées. En outre, la croissance démographique est utilisée pour affiner l'estimation de certains agrégats comme la consommation des ménages.

Autre grande amélioration, le développement d'outils de contrôles qui rendent mieux compte de la cohérence d'ensemble du modèle. Ces contrôles, déjà réalisés auparavant, permettent d'agir de façon plus fine sur les différents équilibres qui se jouent dans l'économie, et de préciser ainsi in fine l'estimation de la croissance et des grands agrégats économiques.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'évolution **du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de la Martinique sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre Insee, l'AFD et l'Iedom.

Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Service territorial de Fort-de-France

Centre Delgrès
Les Hauts de Dillon
97262 Fort-de-France Cédex

Directeur de la publication :

Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :

Béatrice Céleste

Rédactrice adjointe :

Maud Tantin-Machecler

Mise en page :

Typhenn Ladire

ISSN : 2417-0771

© Insee 2016

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Martinique », consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/martinique> et sur <http://www.insee.fr/martinique>.
- « La Martinique en 2015 », Rapport annuel de l'Iedom - mai 2016 sur www.iedom.fr.
- « Bilan économique 2015 en Martinique », Insee Conjoncture Martinique n° 2, Insee - juin 2016.
- Comptes rapides 2015 Guadeloupe, Cerom, septembre 2016.
- Comptes rapides 2015 Guyane, Cerom, septembre 2016.

